

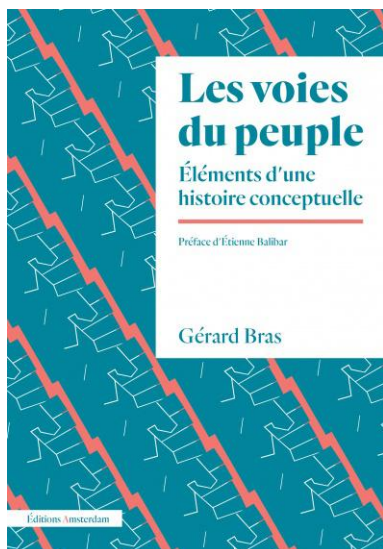
Populisme: une enquête philosophique sur un concept insaisissable

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 10 MARS 2018

Dans la foulée des élections italiennes, le terme de « populisme » est de nouveau sur toutes les lèvres. Dans *Les Voies du peuple*, le philosophe Gérard Bras propose une magistrale enquête autour des mots peuple et populisme, qui éclaire la situation présente.

Une « enquête d'histoire conceptuelle ». C'est ce que propose le philosophe Gérard Bras dans *Les Voies du peuple*, un ouvrage que viennent de publier les éditions Amsterdam et qui éclaire d'un nouveau jour les empoignades récurrentes sur la notion de populisme.

Le philosophe n'esquive pas les tensions contemporaines autour de ce terme dont un autre philosophe, Jacques Rancière, écrivait dans *Les Scènes du peuple* (éditions Horlieu, 2013) qu'il était « devenu le concept à tout faire permettant à nos gouvernants et à leurs penseurs de discréditer toute résistance à cette gestion de la nécessité économique ».



Pour Gérard Bras, la séquence contemporaine impose de réinstaller au centre de la pensée politique actuelle le « nom de peuple », notamment en raison de « ce qui se joue autour des jugements, la plupart du temps péjoratifs, dont le terme de "populisme" est l'objet ».

Chez ses contempteurs, « qui sont aussi ceux qui font un usage inflationniste du terme », le populisme « exprime l'irrationalité du peuple, son ignorance et son caractère velléitaire », en poursuivant une tradition philosophique bien ancrée puisque le populisme serait « l'expression politique du point de vue des foules (*Le Bon*) ou de la populace (*Hegel*), voire du gros animal (*Platon*) ».

Le chercheur comprend la tentation qu'ont certains d'abandonner un terme trop souvent piégé ou usité à mauvais escient. « La tentation est grande, écrit-il, de se passer de ce mot bruyant plutôt que pensant, expressif du mépris dans lequel le politiquement correct dominant tient les dominés. »



La chercheuse Annie Collovald avait ainsi, dans son travail sur le Front national, montré qu'il était « clair, au moins dans ses usages courants, journalistiques, que "populisme" est une injure polie qui continue à discréditer, mais dans les formes de la convenance savante ».

Pour autant, dans cette situation étrange où, ainsi que l'écrit l'historien Pierre Rosanvallon, on « exècre le populisme alors que l'on exalte le principe de la souveraineté du peuple », se dispenser du terme et de la notion serait triplement problématique.

D'abord, « *tout le monde s'accorde, écrit Gérard Bras, pour remarquer son équivocité, voire son inconsistance conceptuelle, et presque tout le monde continue à en user comme si chacun comprenait ce qu'il recouvre et ce à quoi il renvoie* ».

Ensuite, il faut, selon lui, sortir d'un « *face-à-face stérile* » entre les « *populologues* » et les « *populistes* ». Les premiers présupposent « *que le peuple réel, c'est le peuple légal, celui qui se réduit à la participation aux consultations électorales, celui qui est identifié à sa représentation* ». Les seconds « *se présentent justement comme ceux qui mettent en cause la représentativité de la représentation* ».

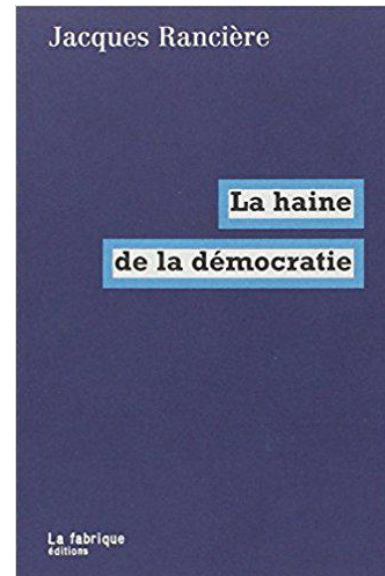
Mais pour Gérard Bras, « *le peuple des antipopulistes n'est que l'image inversée de celui des populistes : risque pour la démocratie contre vertu régénératrice. Rien d'étonnant donc à ce que se déploie de l'un à l'autre le balancier d'une antinomie, où chacune des deux thèses ne tire sa force que de la faiblesse de l'autre* ».

Il faut donc, et cela constitue le troisième point pour lequel Gérard Bras défend l'idée de continuer à parler de populisme en dépit de la confusion qui l'entoure, « *prendre au sérieux cette impossibilité de définir le populisme, moins pour brocarder la "populologie" que pour comprendre de quoi elle est elle-même le symptôme : la réalité d'un problème qui insiste* ».

Pour le chercheur, à partir du moment où « *populisme nomme le "peuple" en tant qu'il ne se laisse pas ramener à sa représentation* », sans doute « *faudra-t-il admettre que le "populisme" n'est pas une pathologie de la démocratie, mais en est une expression nécessaire. Autrement dit, qu'il n'y a pas de démocratie sans populisme* ».

Gérard Bras pose ainsi l'hypothèse que le populisme est d'abord « *la réponse "savante" que la démocratie représentative, à l'époque du néolibéralisme économique, oppose à sa mise en cause par des forces identitaires, nationalistes, pour qui l'ennemi c'est l'étranger, indifféremment le "capitalisme financier mondial" et "les immigrés" d'une part, et par celles qui résistent à la destruction des droits sociaux,*

des acquis sociaux, d'autre part, sans préjuger de la possibilité de rencontres entre ces deux forces hétérogènes ».



Il rejoint ainsi Jacques Rancière qui, dans *La Haine de la démocratie*, jugeait que sous ce terme de populisme, on voulait « *ranger toutes les formes de sécession par rapport au consensus dominant qu'elles relèvent de l'affirmation démocratique ou des fanatismes raciaux ou religieux* ».

Ce qui n'empêche pas de comprendre pourquoi les partis dits populistes font parfois peur, puisque la notion de populisme construit, comme le dit aussi Rancière, « *un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité – la puissance brute du grand nombre – et d'une incapacité – l'ignorance attribuée à ce même grand nombre* ».

Contre les nombreux théoriciens du populisme qui participent, ainsi que l'écrit Annie Collovald, « *à une entreprise plus large de délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre au profit de la légitimation de ceux pour qui le peuple est devenu un problème à résoudre* », Gérard Bras défend donc une vision de la politique qui ne croit pas que les conflits antagonistiques soient devenus obsolètes et que la politique se jouerait désormais dans des enjeux d'abord individuels.

Il rappelle ainsi les propos du philosophe Étienne Balibar, selon lequel, « *il n’y aura pas plus de “peuple” en politique sans un “populisme”, qu’il ne peut y avoir de “nation” sans un “nationalisme”, ou de “commun” sans un “communisme”* ».

Pour Balibar, qui assure la préface de l’ouvrage, cette notion de populisme est « *irréremédiablement confuse, à la fois en raison des amalgames et des fausses symétries qu’elle recouvre, et de l’obscurité du signifiant qui la soutient* ».

Mais le livre *Les Voies du peuple* permettrait toutefois, selon lui, de « *sortir de cette attitude purement négative : par l’explication qu’il donne de la profondeur des antinomies et des tendances historiques où s’enracine cette “confusion” nécessaire, qui est en réalité une oscillation fondamentale du politique lui-même autour de son impossible signification* ».

« Le populisme est inhérent à l’invention politique moderne du peuple »

Quatre « *voies* » constituent, pour Gérard Bras, la pluralité intrinsèque contenue dans l’idée du peuple : la voie démocratique et républicaine, dans la postérité de Rousseau et des révolutionnaires de 1789 ; la voie plébéienne (où le peuple oscille entre la masse et la populace) ; la voie ethnique, nationale, culturelle, linguistique, et enfin, la voie mystique, telle qu’elle a été fondée par Michelet.

Il faut, écrit Étienne Balibar dans sa préface, « *les singulariser, élucider leur logique propre, mais aussi examiner leurs interférences, les alliances qu’elles concluent, les apories ou les restes qu’elles dégagent* ».

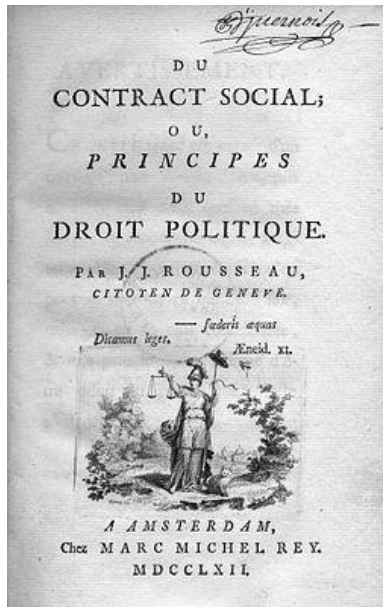
Selon Gérard Bras, la notion de « *peuple* » est, quoi qu’il en soit, « *embarrassante. Pour les philosophes qui souvent s’efforcent de la contourner faute de pouvoir la circonscrire clairement et distinctement. Pour les politiques aussi qui en appellent au peuple au prix de confusions savamment entretenues pour n’entendre que ce qui leur convient, sauf à s’offusquer le jour où la révolte gronde* ».

La notion recouvre en effet au moins trois sens, même si le partage entre eux n’est pas toujours strict : « *Un sens politique ou juridique, celui que recouvre le latin populus : il est l’ensemble des citoyens, ceux qui ont voix au chapitre dans la délibération publique* » ; un sens « *social, soutenu par le latin plebs, pour lequel le peuple est la partie inférieure de la société assujettie à une autre fraction de la communauté sociale, et soupçonné de toujours menacer l’ordre public* » ; un sens « *ethnologique, enveloppé dans la signification étymologique de “nation”, par lequel une communauté cherche à affirmer une identité collective, en raison d’une “origine” commune, ou des traditions partagées en commun, qui correspond à l’ethnos grec* ». À ces sens consacrés, il faut encore « *en ajouter au moins un autre, qui les hante tous : le grand nombre, le plethos grec* », que l’on retrouve dans le terme de multitude.

Pour comprendre comment « *peuple* » est devenu et demeure, avec des métamorphoses historiques, un nom central de la politique, Gérard Bras refuse donc de partir de la question de la définition ou de l’essence du peuple. Il faut en effet à la fois « *dire que le peuple n’existe pas, qu’il ne s’agit que d’une fiction. Mais il faut faire preuve d’un positivisme bien étroit pour en déduire l’inanité de la notion* ». Car il s’agit bien « *d’une fiction performative* », puisque « *la démocratie n’est certainement pas réductible à la loi du nombre, mais elle n’est rien sans le nombre* ».

L’hypothèse faite par Gérard Bras est que « *l’ambiguïté qui affecte ce signifiant ne lui est pas accidentelle, mais essentielle* ». Pour fonder cette idée, le philosophe fait débiter son enquête en juin 1789, en se demandant comme le signifiant « *peuple* » a pu devenir le « *vecteur d’une fracture au sein de l’ordre politique* », alors qu’au XVIII^e siècle, *L’Encyclopédie* n’en donne qu’une définition ainsi formulée : « *Peuple : nom collectif difficile à définir,*

parce qu'on s'en forme des idées différentes dans les divers lieux, dans les divers temps, et selon la nature des gouvernements. »



Jean-Jacques Rousseau a sans doute été le premier à construire le concept moderne de peuple politique en opérant un « véritable forçage sémantique », puisque sous sa plume « peuple devient le nom de l'universel », alors que le terme désignait jusque-là avant tout la *plebs*, c'est-à-dire la partie inférieure du peuple. En situant le peuple au fondement du droit politique, Rousseau apparaît comme une exception dans son temps. Pourtant, dès juin 1789, « un événement de langage verra son assumption dans le vocabulaire de la politique moderne ».

Gérard Bras restitue pour cela minutieusement l'opposition entre Sieyès, qui veut nommer la réunion des députés du tiers état « *assemblée nationale* », et Mirabeau, qui préférerait l'appeler « *assemblée des représentants du peuple français* ». Pour la majorité des députés, le nom de peuple reste connoté négativement et est entendu, au mieux, comme le *populus* romain, plus que comme le *dèmos* athénien :

« Ils ne peuvent donc pas se départir de la crainte, si ce n'est du mépris, que le terme suscite en apercevant la vulgate et la plebs en embuscade. »



Mirabeau

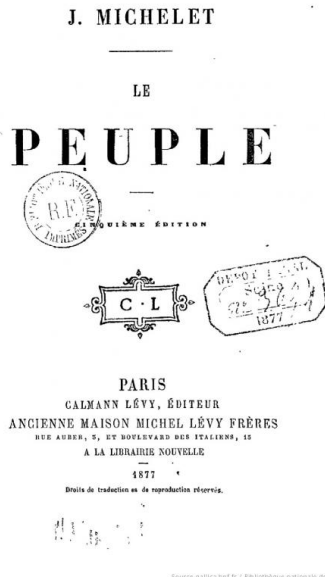
Le peuple, explique Bras, « est alors un nom de la domination et non de l'émancipation ». Et Sieyès craint aussi qu'un agent politique ne puisse en appeler au peuple contre la Nation, identifiée à la représentation. « C'est, pour Gérard Bras, ce risque qui se nomme populisme aujourd'hui » et dont il montre qu'il est « inhérent à l'invention politique moderne du peuple ».

Gérard Bras analyse donc la manière dont le signifiant « peuple » qui était, « avant 1789, celui d'une classe à laquelle des individus étaient assignés, soit en raison de leur état socio-économique, soit en raison de leur inculture, devient celui d'individus qui se l'approprient, pour agir collectivement, en tant qu'ils se sentent déterminés à exposer une volonté collective ».

Cette invention, qui « configure un peuple, en exposant le possible devenir universel d'une voix qui n'est comptée pour rien, en jouant sur les bords de la politique institutionnelle », constitue ainsi une expérience de politisation qui fait fond sur la domination et l'injustice.

Cependant, juge le chercheur, cette expérience a été « refoulée avec le nom du "peuple" après Thermidor, en opposant peuple raisonnable tel qu'il se présente dans la majorité électorale, que la consultation relève ou non du suffrage universel, et masse ignorante,

passionnelle, voire irrationnelle, fascinée par le premier démagogue venu et animée par la haine des élites ».



Jusqu'à ce que Michelet, dans son maître ouvrage intitulé *Le Peuple*, fasse parler « tous ceux qui n'en sont pas même à savoir qu'ils ont un droit au monde » et reconfigure, avec une dimension mythique et mystique, le peuple comme nom et socle du politique.

Pour le célèbre historien, « la notion de peuple ne relève pas du concept, mais bien de l'idée qui excède toute donnée empirique, et renvoie à une expérience de subjectivation où les individus éprouvent ce sentiment d'appartenance à un ensemble supérieur à la somme des éléments qui le composent, ce qui rend possible leur participation à une action qui dépasse la préservation de leurs intérêts particuliers, voire qui les sacrifie ».

Cette tension entre les manières de comprendre et saisir le peuple se retrouve également chez De Gaulle, qui commence par configurer un peuple « résistant contre le (non) peuple des collaborateurs », en refusant un positivisme juridique strict qui conduirait à légitimer le pouvoir de fait de Pétain et l'État vichyste.

Avant, au moment de la guerre d'Algérie, de reconfigurer un peuple « dans une identité à l'État », et ainsi « disponible pour dénier au peuple colonisé le droit à sa propre souveraineté, pour lui dénier son être peuple et l'assigner à la barbarie ».

Cette contradiction entre « l'appel à un peuple justifiant le refus de se soumettre à un gouvernement qui se fait le chantre de la défaite militaire et l'instrument de la collaboration avec l'ennemi, et la mise en mots d'un peuple, sous la conduite d'un État, qui dénie au colonisé son être peuple », n'est pas synonyme, pour autant, d'une vision nationaliste ou ethnique de ce qu'est un peuple.

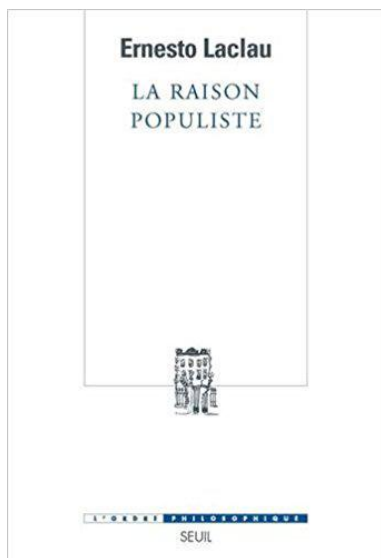
L'identité nationale, chez De Gaulle, n'est en effet « pas fondée sur une qualité substantielle, native, qu'il s'agirait d'immuniser contre toute intrusion, mais au contraire sur la capacité à s'ouvrir aux autres au cours de l'histoire ». Toutefois, comme chez Michelet, c'est l'esprit de l'*ethnos* qui donne chair et consistance au *dèmos* à travers son histoire.



Dans le cas de la Résistance comme de la guerre d'Algérie, il n'y a donc pas de peuple sans incarnation ou figure de sa représentation, « mais le premier, celui de la Résistance, est celui d'une configuration dans la désobéissance pour la liberté et la dignité, alors que le second est déterminé par l'obéissance à l'autorité de l'État faisant face à une "rébellion" ».

« L'épuisement de deux matrices principales qui formaient l'imaginaire politique »

De Gaulle constitue un exemple historique frappant du fait qu'invoquer le peuple « est manière de le convoquer en lui conférant une forme ». C'est là sans doute, juge Gérard Bras, « le mérite du politique sur le philosophe ou l'historien : savoir d'expérience, même lorsqu'il déclare le contraire, qu'un peuple n'existe pas en soi, qu'il est produit par une pratique historique agonistique : savoir qu'un peuple se construit contre un autre peuple (possible) ».



Le chercheur rappelle ainsi que, dans une perspective proche de celle définie plus tard par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, le général de Gaulle a aussi assumé clairement un conflit d'hégémonie « avec le Parti communiste : unité nationale ou luttes des classes sont en concurrence pour configurer le peuple ».

Gérard Bras en tire sa thèse centrale, qu'il repère en actes dans la rhétorique gaullienne : « Un peuple est une unité politique qui n'est pas donnée comme sujet transhistorique, mais résulte d'une rhétorique politique qui configure une masse selon un mode hégémonique en conflit avec au moins un autre mode. »

Cela lui permet de repenser la question du populisme, devenue centrale dans les questionnements contemporains, parce que, comme l'avait montré Laclau, nous sommes dans un contexte historique

marqué par « l'épuisement de deux matrices principales qui formaient l'imaginaire politique », à savoir le communisme et la social-démocratie.

Compris, pour reprendre les mots du sociologue Alain Pessin, non comme « un programme » mais comme « un désir », populisme n'est pas « un terme susceptible de désigner un courant de pensée ou une attitude politique, mais le nom d'un procédé discursif destiné à composer une multitude en un peuple, collectif politique en conflit avec un adversaire assigné au statut de dominant ».

« Peut-on en conclure, interroge alors Gérard Bras, qu'il faille distinguer entre un bon et un mauvais populisme, l'un de droite ou d'extrême-droite, pour qui le peuple c'est l'ethnos, l'un de gauche, pour qui ce serait le dèmos ou la plebs ? »

Pour le philosophe, derrière le « débat sans fin » entre ceux qui pensent que l'on peut faire un usage émancipateur de la notion de populisme et ceux qui soutiennent qu'il faut refuser de se servir d'un tel mot, vecteur du mépris « savant » à l'endroit du peuple, se situe le nœud des apories des démocraties modernes.

La démocratie implique en effet trois thèses : l'« égale liberté des citoyens », le fait que « le pouvoir politique n'est légitime que dans la mesure où il est représentatif du peuple », et enfin « celle qui veut que la liberté du peuple ou des citoyens puisse se manifester y compris contre le gouvernement, autrement dit que la démocratie soit ce mode d'être du politique qui accepte en son sein le conflit, voire qui reconnaît le droit de résistance à l'oppression ».

Or la crise actuelle est triple, puisqu'elle touche en même temps à la représentation, à la participation et au statut des conflits au sein de la société civile et politique : « Crise de légitimité de la représentation, qui voit les gouvernants de plus en plus clairement coupés des gouvernés ; crise de la participation, dont l'abstention croissante aux consultations électorales n'est que la part la plus visible, mais dont la réalité est la faiblesse de la délibération publique sur les questions majeures, concernant le juste et l'injuste ; crise de la conflictualité sociale du fait, entre autre, de l'absentement de l'État qui se met en situation

de ne plus pouvoir jouer le rôle de médiateur entre les groupes sociaux en conflits et qui développe l'idéologie du consensus. »

Face à cette crise tridimensionnelle, il ne suffit pas « *d'invoquer, comme en une incantation propitiatoire, les "valeurs de la démocratie", en maintenant le flou sur l'ambiguïté du terme* ». Mais la notion de peuple, si l'on reconnaît les tensions qu'elle inclut en son sein, peut contribuer, non pas à la résoudre, mais à la prendre en charge politiquement.

En effet, pour Gérard Bras, « *parce que peuple nomme en même temps les classes inférieures, dominées, et l'ensemble des citoyens agissant collectivement à égalité chacun avec chacun, il est seul à même de poser la question de cet écart interne à la communauté* ».

Là où, comme le dit Chantal Mouffe, « *dans une société libérale démocratique, le consensus est – et sera toujours – l'expression d'une hégémonie et la cristallisation de rapports de forces* », peuple est le nom « *qui expose de façon nécessairement conflictuelle le principe d'égalité* ».

Le terme de peuple ne désigne pas, en effet, « *une réalité sociologique recouverte et qui fermente sous la chape de la domination et qu'il faudrait réveiller pour résoudre les contradictions du vieux monde, mais un opérateur de subjectivation qui engage une pratique mettant en cause l'ordre social de la distribution des biens, des droits et des places* ».

Pour Gérard Bras, le réel du peuple se situe donc « *dans la manière avec laquelle un litige est posé, là où la gestion administrative, "policière" cherche le consensus avalisant une distribution inégalitaire* ».

À l'appui de son argumentation, il évoque l'exemple de Jeanne Deroin qui, en 1849, « *se présente à une élection législative à laquelle elle ne peut pas se présenter, c'est-à-dire qu'elle démontre la contradiction d'un suffrage universel qui exclut son sexe de cette universalité* ».

Mais les différents peuples qui peuvent seuls constituer le sujet de la politique moderne « *ne sont pas donnés empiriquement* ». Ce n'est pas en effet parce

qu'une multitude « *a en elle des causes ou des raisons de s'unir qu'elle forme un peuple, et que l'on peut la nommer un peuple, c'est parce qu'au cours d'un conflit elle se nomme "peuple" qu'elle est unifiée en peuple* ».

Peuple est donc avant tout, pour Gérard Bras, le « *centre de gravité d'une question, de la triple aporie de la démocratie, qui est aussi l'impossibilité de la réduire à l'un de ses aspects : représentation, participation et tumulte* ».

En effet, « *ramenée à la représentation, la démocratie se fait aristocratie ou plutôt oligarchie, voire monarchie élective ; à la participation, elle tend à n'être que dynamique de groupe, management du "vivre ensemble" (...); au tumulte, elle serait champ de bataille permanent, au mieux paralysie de la décision collective, au pire guerre civile* ».

Gérard Bras s'insurge donc contre le « *discours sur la crise de la démocratie réduite à celle de la représentation, conjuguée au règne de l'individualisme et au risque du "populisme"* ». Mais l'intérêt de son mouvement de pensée, dans le contexte actuel, est de considérer que la question du peuple et du populisme se situe au centre, sans pour autant négliger les risques afférents à une telle vision de la politique. « *L'histoire a bien montré, détaille-t-il, que la puissance insurgeante du peuple-social, de la plebs, n'est pas nécessairement exempte de tentations ou de*

tendances nationalistes, de recours à la rhétorique identitaire, portées justement par l’imaginaire du peuple-nation. »



Le chercheur juge toutefois que, face à ce risque très contemporain, c’est « en prenant appui sur ce que “peuple” enveloppe comme puissance d’insoumission

(Balibar), comme capacité de conduire un litige qui porte sur la part des sans-part (Rancière) comme “puissance insurgente” (Wahne Lubiano) que les risques d’un “peuple identitaire” peuvent être affrontés ».

Cette enquête sur le peuple aboutit donc à son véritable enjeu, à savoir la nature de la démocratie et ses trois apories qui, prises au sérieux, « ne peuvent trouver la solution qui ouvrirait la règne glorieux de la démocratie enfin conforme à son essence, du peuple coïncidant avec lui-même ».

Elles doivent plutôt faire place à la division de la cité contre elle-même, dans le cadre d’un droit « qui ne s’octroie pas, mais qui se prend », en redonnant pour cela au peuple sa « puissance d’insoumission » et son « pouvoir de dire non », sans lesquels le pouvoir d’approuver ne serait rien ou pas grand-chose...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d’administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l’adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l’adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.